



**INSTANCE BASSIN ENSEIGNEMENT QUALIFIANT –  
FORMATION – EMPLOI HAINAUT SUD  
RAPPORT D'ACTIVITÉS 2017-2019**



## Table des matières

1.	Ressources de l'Instance en matière de RH .....	3
2.	Dialogue et concertation entre acteurs locaux .....	4
2.1	Réunions de l'Instance Bassin EFE Hainaut Sud .....	4
2.2	Réunions du Bureau de l'Instance Bassin EFE Hainaut Sud.....	6
2.3	Réunions de la Chambre Emploi - Formation Hainaut Sud .....	6
2.4	Réunions de la Chambre Enseignement Hainaut Sud .....	7
2.5	Réunions de l'Assemblée des Instances Bassins EFE.....	7
3.	Elaboration des rapports analytiques et prospectifs.....	8
3.1	Elaboration du rapport analytique et prospectif / thématiques communes .....	8
3.2	Travaux méthodologiques inter-bassins .....	9
4.	Mission de remise d'avis.....	11
4.1	Agréments des Centres d'Insertion Socioprofessionnelle (CISP) .....	11
4.2	Appels à projets 9 du Forem + préparation de l'AP10 .....	11
4.3	Mission régionale pour l'Emploi.....	11
4.4	Equipements pédagogiques de pointe de l'enseignement qualifiant.....	11
4.5	Plan Formation-Insertion (PFI) .....	11
4.6	Dispositif Crédit-Adaptation.....	12
4.7	Agrément des formations à destination des travailleurs ALE .....	12
4.8	Appel à projets FSE 2018.....	12
4.9	Réforme des réglementations en matière de dépenses éligibles et d'APE .....	12
4.10	Impact des réformes des aides à l'emploi et à la formation sur les demandeurs d'emploi et les institutions.....	12
5.	Pôles de synergie.....	13
5.1	Pôle de synergies savoir de base et compétences transversales.....	13
5.2	Pôle de synergies Passerelles et transition .....	14
5.3	Evolution démographique.....	15
5.4	Pôle de synergies NEETS.....	16
5.5	Pôle de synergies Orientation .....	17
5.6	Pôle de synergies - Projet professionnel et Orientation. ....	17
5.7	Pôle de synergies Industrie .....	18
5.8	Autres projets et travaux de l'Instance Bassin EFE Hainaut sud .....	19
6.	Projets des Chambres.....	20
6.1	Projets de la Chambre Emploi-Formation .....	20
6.2	Projets de la Chambre Enseignement .....	24
6.3	Autres projets en partenariat.....	25
7.	Autre mission confiée par les Gouvernements .....	27
7.1	Prévention du radicalisme.....	27

## 1. Ressources de l'Instance en matière de RH

Composition de l'équipe de l'Instance Bassin EFE Hainaut Sud au 1<sup>er</sup> janvier 2017 :

Nom	Fonction	Nbre équivalent temps plein
<b>BISCONTI Aurore</b>	Cheffe de projet enseignement	1 ETP
<b>BEYLS Dominique</b>	Assistante d'équipe	0,5 ETP
<b>DENIS Alice</b>	Assistante d'équipe	0,5 ETP
<b>GASPARD Jean-Marie</b>	Coordinateur	1 ETP
<b>GROENWEGHE Tiffany</b>	Chargée de mission orienté analyse	1 ETP
<b>MASSA Thérèse</b>	Secrétaire	0,5 ETP
<b>MONVILLE Véronique</b>	Chargée de mission réseau accueil enfant	0,8 ETP
<b>PIGEOLET Florence</b>	Chargée de mission orienté projet	0,8 ETP
<b>TROUSSELARD Adelaïde</b>	Chargée de mission orienté projet	1 ETP
<b>TOTAL</b>		<b>7,6 ETP</b>

Entre le 1<sup>er</sup> janvier 2017 et le 31 décembre 2019, plusieurs changements sont à noter dans l'équipe :

- Arrivée de Céline NEVEUX le 1<sup>er</sup> février 2017 dans le cadre de la mission « radicalisme - emploi » et départ le 7 octobre 2018 (1ETP) ;
- Départ d'Alice DENIS le 14 mai 2017 dans le cadre d'un repositionnement ;
- Arrivée de Marie PINERA-GONZALEZ le 2 janvier 2018 comme assistante d'équipe (1ETP) ;
- Départ de Florence PIGEOLET le 1<sup>er</sup> mars 2018 dans le cadre d'un congé pour convenance personnelle et retour dans l'équipe le 18 mars 2019 ;
- Départ de Adélaïde TROUSSELARD le 1<sup>er</sup> mai 2018 pour congé de maternité et retour dans l'équipe le 8 octobre 2018 (1ETP) ;
- Arrivée de Aïcha BOUKHATEM le 1<sup>er</sup> août 2018 dans le cadre d'un contrat de remplacement et départ le 5 octobre 2018 (1ETP).

Composition de l'équipe de l'Instance Bassin EFE Hainaut Sud au 31 décembre 2019 :

Nom	Fonction	Nbre équivalent temps plein
<b>BISCONTI Aurore</b>	Cheffe de projet enseignement	1 ETP
<b>BEYLS Dominique</b>	Assistante d'équipe	0,5 ETP
<b>GASPARD Jean-Marie</b>	Coordinateur	1 ETP
<b>GROENWEGHE Tiffany</b>	Chargée de mission orienté analyse	0,8 ETP
<b>MASSA Thérèse</b>	Secrétaire	0,5 ETP
<b>MONVILLE Véronique</b>	Chargée de mission réseau accueil enfant	0,8 ETP
<b>PIGEOLET Florence</b>	Chargée de mission orienté projet	0,8 ETP
<b>PINERA-GONZALEZ Marie</b>	Assistante d'équipe	1 ETP
<b>TROUSSELARD Adelaïde</b>	Chargée de mission orienté projet	1 ETP
	<b>TOTAL</b>	<b>7,4 ETP</b>

## 2. Dialogue et concertation entre acteurs locaux

### 2.1 Réunions de l'Instance Bassin EFE Hainaut Sud

Monsieur Eric BOSSART, issu du monde patronal, a assuré la présidence de l'IBEFE Hainaut Sud depuis la création des Instances Bassin en 2015 jusqu'au 21 mars 2018, date à laquelle **Monsieur Renaud BIERLAIRE**, issu du monde syndical, lui a succédé.

Voici comment sont répartis les mandats des trois vice-présidents en date de fin 2019.

#### VICE-PRÉSIDENTS

PÔLE	VICE-PRÉSIDENT DÉSIGNÉ
Pôle des opérateurs de la formation, de l'emploi et de l'insertion	Madame Joëlle VAN GASSE
Pôle des opérateurs d'enseignement	Monsieur Jean COOPMANS
Pôle des interlocuteurs sociaux	Monsieur Paul TIMMERMANS

#### RÉUNIONS DE L'INSTANCE

L'Instance s'est réunie 3 fois en 2017 ; 5 fois en 2018 et 3 fois en 2019.

Remarque : Deux réunions ont dû être annulées en septembre 2018 et novembre 2019.

ANNÉE	DATES
2017	22 mars 31 mai 24 octobre
2018	26 janvier 21 mars 14 juin 04 octobre 10 décembre
2019	14 février 27 juin 26 septembre
<b>TOTAL</b>	<b>11 réunions</b>

COMPOSITION DE L'INSTANCE AU 31 DÉCEMBRE 2019

FONCTION	MEMBRES		
Président	Renaud BIERLAIRE	Membres suppléants	
Membres effectifs	Mélanie EVRARD - CSC		Marlène HENROTTE - CSC
	Paul TIMMERMANS - CSC		Raymond MARCHAND - CSC
	Christophe HEMBERG - FGTB		Vincent PESTIEAU - FGTB
	Marialise MAGNO - FGTB		Constantina PAPAMARINOU - FGTB
	Corinne ROSY – UCM		Joëlle LABILLOY – UCM
	Vincent BERTIAUX – UWE		Florie THOMAS – UWE
	Murielle BRYNART – UWE		Fabrice CEOLA – UCM
	Christine BOULANGER – UNIPSO		
	Joëlle VAN GASSE - CISP		Yvan CNUUDE - CISP
	Myriam VAN MIGEM - CISP		Gaëlle LENOIR - CISP
	Larissa BLACH - FOREM		Alain COPPENOLLE - FOREM
	Maurice TAMINIAUX - FOREM		Vincent LATTANZI - FOREM
	Michèle VERHEYLEWEGEN - FOREM		Jean-Claude CHALON - FOREM
	Sophie VOJTASSAK - FOREM		Matthieu GUERIN - FOREM
	Alsidia CACCIOLA - IFAPME		Frédéric FONTAINE - IFAPME
	Marisa PLEITINCKX - IFAPME		Jean-Luc HENNAUX - IFAPME
	Anne DRUART - Agers		Dominique EMBRECHTS – Agers
	Pascale SCHELLENS - Agers		Laurence PIETERS - Agers
	Jean COOPMANS – Ens. qualifiant conf.		Lucien DELCOUCQ – Ens. qualifiant conf.
	Cécile PIETTE – Ens. qualifiant conf.		Patrick MAGNIETTE – Ens. qualifiant conf.
	Bernard JONCKERS – Ens. qualifiant non conf.		Laurent BULTOT – Ens. qualifiant non conf.
	Michel VAN KONINCKXLOO – Ens. qualifiant non conf.		Patrick HUBLET – Ens. qualifiant non conf.
	Monia DI GIANGREGORIO – Ens. Prom. Soc.		Aude ROBERT – Ens. Prom. Soc.
Pierre FLAMENT – Ens. Prom. Soc.		Charles TESSE – Ens. Prom. Soc.	
Invités décrétaux	Adeline BAUDSON – MOC		Adeline BAUDSON – MOC
	Michel DERIDDER – CPAS		Michel DERIDDER – CPAS
	Emilie VANDERMEIREN – Miresem		Emilie VANDERMEIREN – Miresem
	Christine MAINGUET – IWEPS		Christine MAINGUET – IWEPS
	Antonella SOLETTA – AVIQ		Antonella SOLETTA – AVIQ
	Laurence VANIEKAUT – CPMS Charleroi		Laurence VANIEKAUT – CPMS Charleroi
Invités permanents	Quentin DAVID		
	Renaud DEGUELDRE - BEP		
	Antonio DEL VALLE LOPEZ		
	Olivier GRANVILLE - BEP		
	Frédéric PONSARD – SGD FOREM		
	Philippe SIX - IGRETEC		

## 2.2 Réunions du Bureau de l'Instance Bassin EFE Hainaut Sud

Notre Bureau exécutif est composé du Président de l'Instance, des deux Présidents des Chambres et de trois vice-présidents (un par composante : Interlocuteurs sociaux, Emploi-Formation, Enseignement).

Le rôle du bureau est d'organiser et préparer les séances de l'Instance, mais également d'élaborer des propositions.

### COMPOSITION DU BUREAU AU 31 DÉCEMBRE 2019

Président de l'Instance	Monsieur Renaud BIERLAIRE
Président de la Chambre Emploi Formation Vice-président de l'Instance – Interlocuteurs sociaux	Monsieur Paul TIMMERMANS
Président de la Chambre Enseignement Qualifiant	Monsieur Jean COOPMANS
Vice-président de l'Instance – Formation, Emploi, Insertion	Madame Joëlle VAN GASSE
Vice-président de l'Instance – Enseignement	Monsieur Michel VAN KONINCKXLOO

### RÉUNIONS DU BUREAU

Le bureau de l'Instance Bassin EFE Hainaut Sud s'est réuni **6 fois en 2017, 6 fois en 2018 et 6 fois en 2019**. Complémentairement, il est consulté de manière numérique chaque fois que des prises de décision urgente se sont avérées nécessaires.

## 2.3 Réunions de la Chambre Emploi - Formation Hainaut Sud

### RÉUNIONS DE LA CHAMBRE EMPLOI - FORMATION

La Chambre Emploi - Formation s'est réunie 6 fois en 2017, 6 fois en 2018 et 6 fois en 2019.

ANNÉE	DATES	
2017	16 janvier	28 août
	27 mars	16 octobre
	22 mai	11 décembre
2018	19 février	12 septembre
	23 avril	22 octobre
	13 juin	10 décembre
2019	14 février	27 juin
	11 mars	21 octobre
	6 mai	16 décembre
<b>TOTAL</b>	<b>18 réunions</b>	

## COMPOSITION DE LA CHAMBRE EMPLOI - FORMATION DU HAINAUT SUD AU 31 DÉCEMBRE 2019

FONCTION	MEMBRES			
Président	Paul TIMMERMANS	Membres suppléants		
Membres effectifs	Mélanie EVRARD - CSC		Marlène HENROTTE - CSC	
	Paul TIMMERMANS - CSC		Raymond MARCHAND - CSC	
	Christophe HEMBERG - FGTB		Vincent PESTIEAU - FGTB	
	Marialise MAGNO - FGTB		Constantina PAPAMARINO - FGTB	
	Corinne ROSY – UCM (Démissionnaire)		Joëlle LABILLOY – UCM	
	Vincent BERTIAUX – UWE		Florie THOMAS – UWE	
	Murielle BRYNART – UWE		Fabrice CEOLA – UCM	
	Christine BOULANGER – UNIPSO		Francesco TERRIZZI - UNIPSO	
	Maurice TAMINIAUX - FOREM		Christine DAGNIAUX - FOREM	
	Alsidia CACCIOLA - IFAPME			
	Matthieu STASSIN – IFAPME		Frédéric FONTAINE – IFAPME	
	Membres invités		Eric CLEMENS (LIRE ET ECRIRE), Jean COOPMANS (Ens. Qual. Conf.), Emelyne DESCHAMPS (MIREC), Antonio DEL VALLE LOPEZ (RQC), Michel DERIDDER (CPAS), Monia DI GIANGREGORIO (Ens. Prom. Soc), Ludovic DI PAOLO (CRIC), Matthieu GUERIN (FOREM), Jean-Luc HENNAUX (IFAPME), Bernard JONCKERS (Ens. Qual. Non Conf.), Patrick MONTEYNE (IFAPME), Philippe MOUYART (CLPSCT), Jacques PYFFEROEN (PCS), Geneviève ROCHEZ (CRIC), Antonella SOLETTA (AVIQ), Joëlle VAN GASSE (FUNOC), Emilie VANDERMEIREN (MIRESEM), Myriam VAN MYGEM (CODEF), Sophie VOJTASSAK (FOREM)	

### 2.4 Réunions de la Chambre Enseignement Hainaut Sud

Le Bureau de la Chambre Enseignement s'est réuni 7 fois en 2017, 12 fois en 2018 et 7 fois en 2019.

ANNÉE	DATES	
2017	1 <sup>er</sup> février	29 août
	8 mars	6 novembre
	3 mai	29 novembre
	21 juin	
2018	10 janvier	23 mai
	24 janvier	13 juin
	21 février	12 septembre
	21 mars	10 octobre
	2 mai	7 novembre
	15 mai	11 décembre
2019	23 janvier	2 octobre
	13 mars	13 novembre
	14 mai	4 décembre
	12 juin	
<b>TOTAL</b>	<b>26 réunions</b>	

### 2.5 Réunions de l'Assemblée des Instances Bassins EFE

Les réunions de l'Assemblée des Instances Bassins EFE ont été organisées à **cinq reprises pour l'année 2017** (le 20 février, 28 avril, 19 juin, 29 septembre et 4 décembre), à **4 reprises en 2018** (26 février, 14 mai, 22 juin et 22 octobre) et à **4 reprises en 2019** (8 février, 6 mai, 20 septembre et 18 décembre).

## 3. Elaboration des rapports analytiques et prospectifs

### 3.1 Elaboration du rapport analytique et prospectif / thématiques communes

**Pour 2017, l'Instance s'est concentrée quasi exclusivement sur le secteur de l'Industrie.** Certains métiers cités dans le cadre du secteur de l'industrie sont liés à des codes options des sciences appliquées, de la construction, etc. permettant l'actualisation de l'analyse des autres secteurs. Les autres métiers mis en exergue dans le rapport 2016 ont été repris en l'état dans celui de 2017.

Des analyses sur le secteur de l'industrie ont été réalisées en grande partie sur **base des rapports du Service d'analyse du marché de l'emploi et de la formation (AMEF) du Forem**. Réalisés en 2013, 2016 et 2017, ces rapports mettent en évidence les évolutions des secteurs, en faisant un focus sur certains métiers et en réalisant une analyse des besoins en compétences. Ces Travaux ont été réalisés en concertation avec les acteurs de ces secteurs.

Dans le cadre du rapport 2017, l'Instance a affiné cette première recherche basée sur les études Forem, via **trois actions menées afin de définir les besoins en compétences et l'évolution des métiers** :

- **Une enquête** a été effectuée au moyen d'un questionnaire en ligne. Ce questionnaire a été envoyé soit directement à des entreprises, soit à divers opérateurs en contact avec elles pour relais (centres de compétences, pôles de compétitivité, clusters, opérateurs de formation, partenaires sociaux ...).
- **Une Table ronde industrie** a ensuite été organisée à Technocampus 21 septembre 2017, **avec des acteurs de l'enseignement, de la formation et de l'emploi** du secteur de l'industrie afin de définir les métiers jugés en pénurie et la liste des thématiques communes pour le secteur de l'Industrie. Nous y avons également abordé les difficultés rencontrées par les acteurs en vue d'un diagnostic de la situation du secteur sur le Bassin Hainaut-Sud.
- Enfin, les analyses ont été complétées en intégrant des données fournies par **les agences d'intérim et de recrutement**. Ces dernières occupent une position privilégiée par rapport aux entreprises et sont, dans les domaines qui nous préoccupent, un important relais d'information sur leurs besoins.

**En 2018, pour le rapport analytique et prospectif complet**, un tableau synthétique a été réalisé reprenant une série de données croisant l'offre et de la demande de formation sur le Bassin Hainaut Sud<sup>1</sup>. Ce tableau présenté par métier recense : le nombre d'opportunités d'emploi, les DEI positionnés par métier, le nombre de DEI par offre, les formations pour ce métier (enseignement initial et formation pour adultes), le nombre d'inscrits à ces formations ...

Ce travail n'a pas été réalisé pour l'ensemble des métiers des 14 secteurs de la classification Rome V3. Une sélection des métiers a été réalisée à partir des listes présentées à l'Instance du 4 octobre 2018 : « Top 40 des opportunités d'emploi, thématiques communes 2017, métiers critiques et en pénuries du FOREM, métiers mis en exergue dans les travaux de prospective territoriale Essaimage, Ateliers du territoire, Catch,... ».

Près d'une quarantaine de métiers « prioritaires » ont été sélectionnés et analysés plus profondément. Le résultat de cette analyse a permis d'alimenter les débats lors d'une réunion exceptionnelle du Bureau exécutif qui a établi une première liste des thématiques communes.

Une seconde réunion de l'Instance élargie à l'ensemble des membres de la Chambre Emploi Formation et des membres de la Chambre Enseignement Qualifiant a complété et validé ce travail.

La liste des thématiques communes établie en 2019 est **une mise à jour** de la liste 2018. Cette mise à jour a été réalisée à partir de la liste des métiers en pénurie et des fonctions critiques éditée par le Forem en juin 2019. Sur les 100 métiers repris par le Forem (72 métiers en pénurie et 28 fonctions critiques) **seuls 23 métiers** pouvaient potentiellement être ajoutés à notre liste des thématiques. Les autres métiers y

---

<sup>1</sup> Ce tableau a été réalisé sur base du modèle de tableau réalisé en 2017 pour le secteur de l'Industrie.

figuraient déjà ou ne concernaient pas notre champ d'analyse car il s'agit de métier requérant une formation de l'enseignement supérieur.

Les 23 métiers restants ont donc permis de compléter notre tableau de bord composé des thématiques communes 2018. L'ensemble des données 2018 a été actualisé sur base des dernières données statistiques reçues.

Une journée de concertation a été organisée le 17 octobre 2019 afin de valider l'entrée de ces métiers dans nos thématiques communes ; il en résulte que sept nouveaux métiers font ainsi leur entrée dans notre liste.

**Pour les recommandations**, il s'agit d'**addenda à la liste des recommandations 2018 qui restent d'actualité**. Cette actualisation a été réalisée à partir de constats mis en exergue par l'ensemble des membres de l'Instance et des deux chambres qui la composent ; spécifiquement lors des travaux des différents pôles de synergies. Un travail de veille est également réalisé par l'équipe opérationnelle de l'Instance qui participe à des réunions de travail interbassins et à divers séminaires traitant des problématiques relevées.

Le rapport analytique et prospectif complet a été publié sur notre site Internet fin 2018.

## 3.2 Travaux méthodologiques inter-bassins

### GROUPES DE TRAVAIL INTER-BASSINS

Dans la période 2017-2019, plusieurs groupes de travail inter-bassins ont été organisés avec le soutien de l'IWEPS et composés des chargés de mission des diverses Instances :

- **GT « Canevas »** dont l'objectif était de retravailler la table des matières et la structure du rapport analytique et prospectif des Instances bassins EFE afin d'aboutir à un résultat harmonisé.
- **GT « Thématiques communes »** qui s'est réuni plusieurs fois pour travailler à la mise en commun des thématiques communes des différents bassins.
- **GT « Nomenclature »** dont l'objectif était de décliner les intitulés des formations des divers opérateurs et de l'enseignement sous une nomenclature métiers et secteurs identique.
- **GT « Outils et méthodes »** dont l'objectif est d'échanger sur les méthodologies permettant d'établir les diagnostics et les recommandations et d'harmoniser certaines méthodologies entre bassins.
- **GT « Carto - Qgis »** dont l'objectif est de mieux maîtriser l'outil de cartographie Qgis en vue de la réalisation du rapport analytique et prospectif mais aussi d'autres types de publications.
- **GT « Aide à la personne »** dont l'objectif est de faire l'inventaire des actions menées dans chaque Instance (passées, actuelles et à venir), échanger des informations sur le secteur de l'aide aux personnes et envisager les possibilités de collaborations inter-bassins dans ce secteur.
- **GT « Orientation »** : échanges de bonnes pratiques inter-bassins sur les actions menées en faveur de l'orientation et de la sensibilisation aux métiers techniques.
- **GT « Digitalisation »** : échanges de bonnes pratiques inter-bassins sur les actions et réflexions menées autour du numérique et de la digitalisation.

### RÉUNIONS DE COORDINATION

Des réunions régulières d'échange et de travail sont organisées tous les mois entre les coordinateurs des Instances et l'IWEPS. En complément, différentes réunions de travail ont également été organisées avec les présidents, les cabinets, le CESE et les fournisseurs de données.

### JOURNÉES D'ÉCHANGES INTER-ÉQUIPES

Des journées inter-équipes ont également été organisées pour échanger sur les méthodologies et les réalisations dans les pôles de synergie :

- Une journée d'échanges inter-équipes le 3 février 2017 ;
- Un séminaire sur la prospective le 4 mai 2017 ;
- Une journée d'échanges inter-équipes le 22 juin 2017 ;
- Une journée d'échanges inter-équipes et teambuilding le 5 septembre 2019.

### COLLOQUES INTER-BASSINS SECTORIELS

Enfin, les bassins ont organisé différentes rencontres inter-bassins sur des secteurs d'activités bien précis, en présence d'experts, de manière à pouvoir bénéficier d'un socle d'informations commun sur ces secteurs :

- Une rencontre autour du secteur de la construction le 15 juin 2017 ;
- Une rencontre autour du secteur du commerce le 26 avril 2018 ;
- Une rencontre autour du secteur du support à l'entreprise le 3 mai 2018 ;
- Une matinée sur le thème de l'assurance autonomie, pilotée par le CESE, le 22 janvier 2019 ;
- Une rencontre autour du secteur du numérique, le 23 mai 2019.

## 4. Mission de remise d'avis

### 4.1 Agréments des Centres d'Insertion Socioprofessionnelle (CISP)

En **2018**, l'Instance Bassin Hainaut Sud a examiné et remis un avis sur **2 demandes de renouvellement de filières CISP**. Un projet EFT pour une filière et un projet DEFI pour 4 filières. Ces demandes portaient sur des filières ayant reçu un agrément pour 2 ans en 2016.

### 4.2 Appels à projets 9 du Forem + préparation de l'AP10

**Fin 2016**, le service relations partenariales du Forem est venu présenter, lors d'une réunion de la Chambre Emploi Formation, les priorités locales pour l'AP9 afin de solliciter l'avis des membres. Les membres de la CEF ont regretté le manque de concertation pour la définition du public cible bénéficiaire de l'Appel à projet 9.

**Le 22 mai 2017**, une présentation du suivi de cet appel à projets 9 a été organisé lors de la réunion de la Chambre Emploi Formation. Les membres de la CEF ont regretté la diminution des budgets de l'AP9 alors que les besoins sont en augmentation. D'autre part, ils regrettent également qu'un retour des résultats soit prévu sans examen des dossiers.

En **octobre 2019**, l'équipe de l'Instance Bassin a été contactée par le service AMEF du Forem pour réaliser une analyse des besoins des demandeurs d'emploi du bassin afin de préparer le prochain appel à projets du Forem.

### 4.3 Mission régionale pour l'Emploi

Chaque année, en octobre-novembre, les plans d'actions des Missions régionales (MIREC et MIRESEM) font l'objet d'une présentation /débat suivie d'une validation lors d'une réunion de la Chambre Emploi Formation

### 4.4 Equipements pédagogiques de pointe de l'enseignement qualifiant

En application du décret du 11 avril 2014 garantissant l'équipement pédagogique de l'enseignement qualifiant et fixant l'organisation des centres de technologies avancées, l'Instance Bassin remet annuellement un avis dans le cadre de l'appel à projet visant la modernisation des équipements pédagogiques introduits par les établissements scolaires et les CTA du bassin.

- Le **12 juin 2017**, l'Instance Bassin a examiné et remis un avis sur 259 demandes introduites par 30 établissements.
- Le **18 juin 2018**, l'Instance Bassin a examiné et remis un avis sur 269 demandes introduites par 34 établissements.
- Le **17 juin 2019**, l'Instance Bassin a examiné et remis un avis sur 363 demandes introduites par 31 établissements.

### 4.5 Plan Formation-Insertion (PFI)

En 2017-2019, L'Instance Bassin Hainaut Sud a été sollicitée pour deux dossiers dans le cadre du Plan Formation insertion. **Deux avis ont été remis en 2018.**

#### 4.6 Dispositif Crédit-Adaptation

L'Instance Bassin Hainaut Sud a examiné et remis un avis sur

- **11 demandes en 2017** (203 travailleurs concernés et 1 intérimaire)
- **25 demandes en 2018** (423 travailleurs concernés et 9 intérimaires)
- **27 demandes en 2019** (459 travailleurs concernés et 24 intérimaires)

#### 4.7 Agrément des formations à destination des travailleurs ALE

En 2017, l'Instance Bassin Hainaut Sud a examiné et remis un avis sur 12 demandes qui concernaient 9 ALE différentes.

En 2018, 20 dossiers ont été examinés et étaient relatifs à 15 ALE.

En 2019, 13 dossiers ont été examinés et étaient relatifs à 9 ALE.

#### 4.8 Appel à projets FSE 2018

En **mars 2018**, la Chambre Emploi Formation a été sollicitée par le SPW Emploi-Formation pour rendre un avis dans le cadre de l'appel à projet FSE (programmation 2014-2020) en ce qui concerne **3 dossiers**.

Le délai de réponse était très court (une semaine), une procédure écrite a donc été réalisée sur base d'une proposition d'avis réalisée par le secrétariat et corrigée en fonction des remarques émises par les membres de l'Instance Bassin Hainaut Sud.

#### 4.9 Réforme des réglementations en matière de dépenses éligibles et d'APE

Une réunion de la Chambre Emploi Formation a été organisée **le 14 février 2019** afin d'examiner l'avant-projet d'arrêté relatif aux dépenses éligibles dans le cadre des subventions octroyées dans les domaines de l'emploi et de la formation professionnelle. Celui-ci a suscité de vives inquiétudes et de nombreuses réserves de la part des interlocuteurs sociaux et de opérateurs concernés.

#### 4.10 Impact des réformes des aides à l'emploi et à la formation sur les demandeurs d'emploi et les institutions.

A la demande de la Chambre Emploi Formation, le FOREM est venu présenter le nouveau dispositif "Impulsion" des aides à l'emploi. La CEF reste attentive aux impacts de cette réforme sur les demandeurs d'emploi et souhaite avoir un bilan.

## 5. Pôles de synergie

### 5.1 Pôle de synergies savoir de base et compétences transversales

#### Constats :

On rencontre un public de plus en plus précarisé n'ayant pas eu l'occasion ou très peu d'acquérir les compétences de base pour pouvoir se réinsérer ou s'insérer sur le marché du travail où les exigences sont de plus en plus importantes. Il y a aussi un manque cruel de formations leur permettant d'accéder aux formations « métiers » ou aux formations qualifiantes. Ils rencontrent beaucoup de difficultés pour passer d'un CISP vers un autre opérateur de formation via des passerelles.

Les infra-scolarisés ne sont pas connectés avec la réalité du marché du travail. Pour les publics sans prérequis, les problèmes de savoir-être et d'apprentissage, restent un obstacle pour pouvoir monter en qualification. Il faut bien intégrer, dans la terminologie « Savoirs de base », les enjeux de l'alphabétisation. Il ne faut pas ghettoïser le public très fragilisé des Alpha qui est généralement le public qui abandonne en premier les formations.

Actuellement, une personne suivant une formation en « Alpha » a du mal à poursuivre son parcours de formation auprès d'un autre opérateur de formation car il y a des conditions d'accès en formation qui varient d'un opérateur à un autre.

Il y a également un problème de sécurisation du parcours, les moins qualifiés doivent avoir la même protection que les plus qualifiés.

#### Objectifs :

- Identifier quels sont les parcours qui ont été mis en place pour aider ce public à passer vers d'autres dispositifs ; faire le point sur ce qui fonctionne, ce qui manque et ce qui doit être mis en place à l'échelle du Bassin (Connexion avec le pôle de synergies passerelles et transition) ;
- Construire des modèles pédagogiques, pour les prendre en charge pour faire avancer le public vers le marché de l'emploi.

#### Actions et perspectives :

Dans un 1<sup>er</sup> temps, la problématique « savoirs de base » a été abordée dans le cadre du pôle de synergie « Passerelles et Transition » et des groupes de travail thématiques relatifs aux 6 métiers suivants : Electricien, Couvreur, Cuisinier, Soudeur, Employé administratif, Préparateur de commandes

L'objectif poursuivi dans ces groupes de travail est l'insertion durable. Cela est notamment possible en assurant une continuité dans le parcours du stagiaire. Pour y parvenir, nous tentons de construire des filières complètes de formation en y intégrant des modules de formation complémentaires ou des adaptations dans le contenu des formations existantes. Lors des réunions, il a rapidement été mis en évidence l'importance des compétences transversales ou savoir-faire comportementaux complémentaires aux compétences techniques pour renforcer l'employabilité des publics peu qualifiés.

Ces différents groupes de travail ont permis de :

- Identifier les publics en déficit de formation de base qui sont non admis ou difficilement admis dans d'autres dispositifs
- Identifier les publics qui fréquentent les formations de base (alphabétisation, remise à niveau, FLE)
- Identifier les difficultés auxquelles sont confrontés ce public, ainsi que les formations qui leur sont actuellement accessibles mais à quelles conditions (seuil d'accès) ?
- Dégager une liste de savoirs faire comportementaux incontournables pour chacun des 6 métiers.

Un séminaire de sensibilisation aux savoirs faire comportementaux a été organisé le 21 novembre 2019. Son objectif était de répondre aux besoins des professionnels de la formation, de l'insertion socioprofessionnelle et de la mise à l'emploi, en mettant à disposition des outils d'évaluation des compétences transversales pour accompagner l'orientation, la formation et le renforcement de l'employabilité.

Il s'adressait à toutes les personnes issues des différents opérateurs impliqués dans la formation, l'insertion socioprofessionnelle et la mise à l'emploi de publics peu qualifiés (CISP, Régies de quartier, CPAS, Opérateurs alpha, Promotion Sociale, EFT, Forem, Ifapme, Fédérations patronales,...).

## **5.2 Pôle de synergies Passerelles et transition**

Le projet consiste à la construction des filières complètes de formation en y intégrant des modules de formation complémentaires ou des adaptations dans le contenu des formations existantes pour pouvoir ainsi assurer une continuité dans le parcours du stagiaire, amener les stagiaires peu qualifiés à la validation des compétences acquises et atteindre l'objectif final d'insertion durable.

Début 2019, un travail préparatoire avec les CISP et les opérateurs en aval (promotion sociale, Centres de compétences, Ifapme, enseignement qualifiant) a permis d'affiner, de confirmer ou d'infirmier les objectifs et hypothèses émises dans une note cadre méthodologique (charte).

Lors de réunions préparatoires, 6 métiers ont été identifiés pour lesquels il conviendrait prioritairement d'améliorer les filières de formation : électricien, couvreur, cuisinier, soudeur, employé administratif, préparateur de commandes logistiques.

En 2019, chaque Groupe de travail, piloté par un acteur de formation s'est réuni au moins 4 fois (avril, mai, juin, septembre). L'Instance Bassin Hainaut sud intervient en soutien méthodologique et logistique. Ces 24 réunions ont été organisées alternativement chez un opérateur de formation et d'enseignement. Une visite des lieux était à chaque fois organisée. Ce tour de rôle a permis de mieux se connaître et d'établir entre eux un climat de confiance propice aux développements de partenariats.

Les deux premières réunions ont permis l'identification des freins, des prérequis en matière de Savoir Faire Comportementaux et Savoir de Base pour passer d'un acteur de formation à l'autre. Le pôle de synergie Savoir de Base a pris en charge les différentes problématiques identifiées au sein des six groupes.

La confrontation et l'analyse des différents référentiels a permis de mettre en exergue des RAF (reconnaissance des Acquis de Formation) qui permettront aux stagiaires sortant d'une formation CISP de bénéficier de dispenses automatiques s'ils veulent poursuivre leur formation en promotion sociale.

Des simulations de filières de formations ont été établies en mettant en place avec les différents opérateurs, des passerelles entre les différents types de formation et/ou d'enseignement. Exemple : CISP/CPAS vers Forem ou promotion sociale, Enseignement qualifiant vers Enseignement supérieur/Promotion sociale, ...

Au travers d'expériences pilotes nous désirons tester certaines de ces filières.

Afin de pérenniser les nouvelles filières constituées, il est envisagé de recourir aux appels à projet Forem et FSE. Une évaluation par l'ULB et UCL sera réalisée sur une période de 18 mois. Elle a débuté en décembre 2019.

Les objectifs poursuivis s'inscrivent pleinement dans les priorités de la DPR et de la DPC car ils permettent notamment :

- d'apporter une réponse particulière au défi des métiers en pénurie;
- de développer des complémentarités entre les différentes catégories d'acteurs de la formation du Bassin Hainaut sud. Leur potentiel sera optimisé par cette meilleure collaboration;
- de renforcer la valorisation des compétences acquises tout au long du parcours d'intégration;
- de renforcer les passerelles entre la formation professionnelle pour adultes et la promotion sociale.

### 5.3 Evolution démographique

Objectif : Identifier les (nouveaux) métiers et les besoins en formation inhérents au vieillissement de la population et adapter l'offre d'enseignement et de formation en conséquence.

Ce secteur souffre d'un déficit d'image, d'un problème d'attractivité et les mauvaises conditions de travail font la une de l'actualité (taux de rotation et d'absentéisme élevés, faibles salaires,...)

La nécessité de revalorisation des métiers du secteur en termes d'image constitue une priorité afin de pouvoir attirer de nouveaux apprenants dans les filières de formation liées aux métiers de l'aide à domicile et ce, en particulier pour le métier d'aide familial qui joue un rôle prépondérant de proximité auprès de la personne âgée maintenue à domicile.

Une analyse croisée des besoins actuels et futurs (5 à 10 ans) avec l'offre d'enseignement et de formation existante sur le Bassin permettra de mettre en place les mesures correctrices nécessaires (nouvelles formations, adaptation des référentiels de formations, ...)

Il est important de veiller à ce qu'un nombre suffisant de personnes soient formées dans les différents métiers du secteur de l'aide à domicile afin de pouvoir faire face à la demande croissante de main d'œuvre dans ce secteur liée à la généralisation du maintien à domicile des personnes âgées.

- Trois métiers principaux concernés (liés à l'assurance autonomie, profils SFMQ en cours de révision) :
  - Aide ménager social
  - Aide familial
  - Aide soignant

Pour anticiper les besoins futurs et diminuer les tensions sur le marché du travail l'IBEFE Hainaut Sud :

- Met en place d'un groupe de travail avec la même méthodologie que le Pôle de synergies Passerelles et Transition afin de créer une filière de formation permettant la montée en qualification du public peu qualifié entre les métiers : **Aide ménager ->Aide familial->Aide soignant**
  - Initie des rencontres entre opérateurs (enseignement, CISP, SAFA ,...) pour aborder la problématique des places de stages pour les aides familiales
  - Participe au groupe de travail inter-bassins sur le métier de l'aide à la personne ayant pour objectif le développement d'actions communes
- Autres métiers liés à la Silver Economy

Le maintien des aînés à domicile engendre une série de besoins dans différents domaines (jardinage, entretien du linge, loisirs, repas à domicile, petits travaux de bricolage et dépannage, sécurisation et aménagement de l'habitation, service de transport, ...)

Une offre de services existe déjà mais elle est dispersée et difficilement accessible aux utilisateurs concernés

- Inventaire de l'offre (guide seniors en collaboration avec CPAS)
- Plateforme d'infos et services aux aînés (n°d'appel unique)
- Développement d'une offre de services complémentaires notamment dans le cadre de l'économie sociale
- Participation à 2 projets
  - Projet Interreg déposé dans le cadre de la grappe « Bien et mieux vieillir » du projet Essaimage de l'Entre Sambre et Meuse.
  - Projet déposé dans le cadre de la Fondation Roi Baudouin par CITEA dans le cadre du secteur de l'aide et des soins à domicile.

Ces deux projets vont concrètement démarrer début 2020, le Bassin Hainaut Sud y participera en tant que partenaire associé.

Dans le cadre du projet essaimage, la collaboration avec l'IBEFE de Namur qui travaille déjà depuis quelque temps sur le secteur de l'aide à domicile devra être renforcée.

#### **5.4 Pôle de synergies NEETS**

La réflexion sur cette thématique a été initiée à la CEF il y a plusieurs années ; un séminaire a été organisé en décembre 2017 (présentation des projets NEETS financés par le FSE et développés sur le territoire du Bassin Hainaut Sud de 2016 à 2018) ; c'est aujourd'hui, un pôle de synergies de l'Instance.

Une nouvelle rencontre a eu lieu le 3 décembre 2019 suite à un travail d'état des lieux des projets NEETS sur le Bassin mené de mai à septembre : prise/reprise de contact avec les porteurs de projets (ceux développés de 2016 à 2018 et de 2018 à 2020) avec un questionnaire concernant les actions menées dans le cadre des projets, le public touché (mineurs, majeurs, élèves, jeunes en décrochage depuis plusieurs mois/années ...), les difficultés rencontrées par les jeunes pouvant expliquer leur éloignement des structures classiques d'enseignement, de formation, d'aide à la recherche d'un emploi et leur éloignement du marché du travail ;

Il y a eu la réalisation d'un travail d'état des lieux visant aussi la mise en œuvre et le suivi des projets (accrochage et mobilisation des jeunes, motivation à entretenir des jeunes comme des professionnels...) ; Il y a eu le recensement de plus de 40 projets développés sur le Bassin (certains s'étant clôturés en 2018, d'autres reconduits jusqu'en 2020 et enfin de nouveaux projets financés de 2018 à 2020) dans différents domaines : lutte contre le décrochage scolaire, accrochage à des projets artistiques et culturels, accompagnement vers la formation et l'emploi ... ;

Le travail d'état des lieux ayant abouti à l'élaboration d'un plan de travail en 5 axes :

- Identification du public NEETS sur le Bassin Hainaut Sud (estimation de leur nombre et tentative d'identification des profils et difficultés majoritairement rencontrées par ces jeunes) ;
- Facteurs accroissant le risque pour un jeune de devenir NEETS (enjeux de lutte contre l'abandon scolaire) ;
- Accrochage/captation du public NEETS vers des projets qui leur sont consacrés ;
- Accompagnement durant les projets (entretien de la motivation) ;
- Travail en réseau multi partenarial ;

## 5.5 Pôle de synergies Orientation

### Objectifs :

Evaluation, renforcement et poursuite du projet « découverte des métiers » ;  
Travail spécifique sur les options porteuses peu fréquentées ;  
Articulations avec l'ensemble des opérateurs du Bassin concernés par l'orientation (CEFO, SIEP, FOREM, Cité des métiers de Charleroi, ...).

### Actions et perspectives :

- Développement du projet « découverte des métiers à l'école » à destination des élèves de deuxième année du secondaire. 7 écoles accueillantes, 11 écoles circulantes (ce qui correspond à 57 classes) en 2015 et 2016. Projet suspendu en 2017-2018 en raison d'un budget insuffisant.
- Partenariat avec la CDM de Charleroi dans l'organisation de CDM Café.
- Création d'un groupe de travail "enseignement / insertion" avec les membres la plateforme intersectorielle du sud ESEM.
- Réalisation d'un cadastre et d'une cartographie de l'offre de formation et d'enseignement dans l'ESEM.
- Participation au salon des métiers de Walcourt, du 23 au 27 avril 2018 (valorisation des métiers techniques et professionnels).
- Reprise du projet « découverte des métiers à l'école » pour l'année scolaire 2018-2019 : 10 écoles accueillantes et 18 écoles circulantes intéressées.

Dans le cadre du nouveau plan stratégique 2018-2020 de l'IBEFE Hainaut Sud, ce pôle de synergies a redéfini ses objectifs voir 5.6

## 5.6 Pôle de synergies - Projet professionnel et Orientation.

### Constats :

- L'offre de prestations d'orientation sur le territoire de l'IBV Hainaut-sud est < par rapport à la moyenne wallonne (monographie 2018 sur l'offre de prestation AMEF)
- Part des demandeurs d'emploi infra-scolarisés > à la moyenne wallonne
- Part des restructurations > à la moyenne wallonne (public moins qualifié et souvent > 45 ans)
- Places disponibles en centres de formation
- Représentations du monde professionnel formatées/simplifiées chez les travailleurs sans emploi et parfois aussi chez les prof. de l'accompagnement

### Objectif général :

Améliorer et mieux intégrer l'orientation dans la définition du projet professionnel et le processus d'accompagnement.

Il s'agit dans un premier temps d'identifier les bonnes pratiques en matière d'orientation que ce soit au niveau local, régional ou même international.

Un cadastre des outils et des d'offres d'orientation sera effectué (MISIP, essais-métiers, SIEPP, Cité des métiers, Cefo, etc. La confrontation des bonnes pratiques identifiées avec les méthodologies utilisées par les opérateurs de l'orientation du Bassin EFE Hainaut sud devant permettre la co-construction de nouvelles méthodologies qui pourront faire l'objet d'une expérimentation puis d'une évaluation au sein de notre Bassin.

## 5.7 Pôle de synergies Industrie

### Objectifs :

- Constituer un réseau dynamique de partenaires institutionnels et de terrain œuvrant dans l'enseignement et la formation aux métiers de l'industrie et contribuant à la mise en œuvre d'actions concrètes ;
- Positionner l'IBEFE Hainaut Sud comme un interlocuteur important des actions en termes de formation et d'emploi menées sur le territoire du Bassin afin d'impulser des échanges entre les acteurs concernés ;
- Avoir une connaissance globale, croisée et pointue des réalités et enjeux touchant l'enseignement, la formation et l'emploi dans le secteur industriel sur le Bassin Hainaut-Sud ;
- Participer à une revalorisation des métiers industriels

### Actions et perspectives :

- Identification et rencontre des acteurs majeurs de l'industrie sur le Bassin Hainaut-Sud.
- Création d'un outil de support au diagnostic qui **compile l'ensemble de l'offre de formation et d'enseignement<sup>2</sup> du Bassin Hainaut Sud** permettant une vision globale. Tout en ciblant le **secteur de l'industrie** sur notre territoire, des métiers ont été mis en évidence par des analyses et des prises de contact avec des personnes de terrain. Cette démarche combine un **bilan critique** de la situation effective ainsi qu'une **approche prospective**.
- Organisation de tables rondes qui ont permis de mettre en exergue, pour ce secteur d'activités particulièrement complexes tant les métiers qui y sont liés sont multiples, 3 sous-secteurs industriels rencontrant notamment d'un manque de connaissance du public des métiers liés à ses sous-secteurs, des filières et formations qui y mènent ainsi que des perspectives de carrière : plasturgie, sidérurgie, logistique. Le secteur de la logistique est, lui, spécifique car il touche toutes les branches d'activités.
- Elaboration d'un plan d'action global des actions de l'IBEFE Hainaut Sud dans le secteur industriel
- Approfondir le travail avec les acteurs d'enseignement, de la formation et de l'emploi dans les 3 sous-secteurs mentionnés afin de développer des actions communes en termes de promotion des métiers de ces sous-secteurs, de filières et de formations à travers des visites de terrain, des rencontres communes, etc ;
- Pour le secteur de la logistique, développer un groupe de travail spécifique en raison de son caractère transversal travaillant notamment sur le management dans les métiers de la logistique ou encore lien entre la logistique et la santé. En effet, étant donné le grand nombre d'établissements de santé (hôpitaux, homes, laboratoires d'analyses spécifiques,...) sur le Bassin Hainaut Sud, nous prévoyons complémentairement de développer des formations axées sur la professionnalisation de la logistique dans le secteur de la santé.

### Développement de filières de formation complète pour le métier de préparateur de commande en logistique dans le cadre du Pôle de synergies Passerelles et transition .

---

<sup>2</sup> L'offre d'enseignement ne comprend pas celle des études supérieures (universités et hautes écoles).

## 5.8 Autres projets et travaux de l'Instance Bassin EFE Hainaut sud

### RÉSEAU DE COORDINATION ET DE PROMOTION D'ACCUEIL D'ENFANTS AU SEIN DE L'INSTANCE BASSIN EFE HAINAUT SUD (CONVENTION AVEC L'ONE)

- Cadastre et Cartographie des milieux d'accueil 0-3 ans accessible, notamment, au public en formation et aux professionnels. Le travail se compose de deux documents :
  - Un synoptique présentant une cartographie des milieux d'accueil ainsi que leurs coordonnées de contact ;
  - Une brochure présentant les démarches à réaliser pour trouver un milieu d'accueil qui convient, ainsi qu'un répertoire des milieux d'accueil par commune du Bassin.
- Information sur les métiers de l'accueil de l'enfant au cours de séances organisée par la Cité des Métiers de Charleroi,
- Organisation et animation d'ateliers d'échanges d'expériences pour tous les milieux d'accueil 0-12 ans.
- Agent relais auprès d'organismes de formation en vue d'organiser des modules de formation de base et continuées à destination des professionnels et futurs professionnels de l'accueil de l'enfant.
- Groupe de travail initié par la plateforme « Les enfants d'abord, plateforme de concertation locale pour la prévention et la détection de la pauvreté infantile : plateforme de soutien aux familles » en vue de la création d'un « Bébé bus », d'un outil informatique en soutien aux professionnels.
- Collaboration avec Cellules de reconversion du FOREM en vue :
  - D'analyser l'impact des fermetures d'entreprise sur l'accueil des enfants de 0-3 ans
  - De mettre en place des pistes de reconversion et de formation dans les métiers de l'accueil de l'enfant pour les personnes accompagnées par les cellules de reconversion.

### COMMUNICATION

Les outils de communication de l'IBEFE sont :

- Un site internet (créé en janvier 2018)
- Une page facebook
- Une page LinkedIn
- Un flyer de présentation (ré-édition en février 2018)
- Une newsletter (dernier numéro publié en février 2018)

En 2019, une analyse du positionnement de notre Instance pour travailler sur l'identité l'instance, ses forces, ses faiblesses, les menaces et opportunités, ... Ce travail a abouti à :

- La réalisation d'un nouveau site internet ;
- La création d'un baromètre présentant de manière synthétique les données clés de notre Bassin EFE (<https://instancebassin-hainautsud.be>) ;
- Un motion design de présentation de notre Instance.

## 6. Projets des Chambres

### 6.1 Projets de la Chambre Emploi-Formation

#### TERRITOIRE ZÉRO CHÔMEUR DE LONGUE DURÉE

##### 1. Le modèle français

En 2016, à la suite du travail réalisé par des associations dont principalement ATD Quart-monde, une loi a été votée à l'unanimité du Sénat et de l'Assemblée Nationale française, qui a permis à dix territoires en France d'expérimenter un modèle de lutte contre chômage de longue durée.

En tout, cinq territoires ruraux et cinq urbains ou périurbains ont mis en place des dispositifs d'"Entreprise à but d'emploi" qui occupent aujourd'hui, dans des contrats à durée indéterminée, plus de 800 personnes (chiffres de décembre 2018). L'expérience de ces dix territoires devrait être élargie à plusieurs dizaines d'autres en 2019 (déclaration du Président Emmanuel Macron en décembre 2018).

##### 2. Les trois constats de départ

- Personne n'est inemployable : il y a beaucoup de compétences inutilisées dans le territoire. Chaque chômeur a des compétences qu'on ne lui permet pas d'exprimer ;
- Le travail ne manque pas : il y a plein de besoins aujourd'hui sur le territoire qui ne sont pas couverts parce qu'ils sont réputés non solvables ;
- L'argent ne manque pas : un chômeur de longue durée coûte aujourd'hui à la collectivité, à la fois en indemnité sociale ; il coûte aussi en dépenses de santé, d'éducation... et ne rapporte pas ou peu (impôts, TVA,...). Il est donc possible d'affecter ces sommes (entre 18 000 et 35 000 euros par an) à la création d'emploi ;

Ce projet s'inscrit donc résolument dans un autre rapport à la lutte contre le chômage : il valorise un autre lien à l'emploi et œuvre à des finalités qui dénotent avec le rapport traditionnel à l'emploi. Il sort notamment de la logique d'activation des demandeurs d'emploi.

##### 3. La méthode

Il s'agit de créer, sur un micro-territoire, une entreprise à finalité sociale qui propose des CDI, à temps choisi, payés au SMIC. L'idée est de partir des compétences des chômeurs, d'étudier les besoins du territoire et de mettre en place des activités qui y répondent. Cela peut aller de l'épicerie ambulante à l'aide aux démarches administratives, en passant par l'entretien d'espaces verts. Ces activités ne doivent pas entrer en concurrence avec les entreprises locales. Plus de 600 emplois ont ainsi été créés depuis début 2017 sur les dix territoires français concernés par le projet.

##### 4. Partenaires porteurs de l'initiative

A l'initiative des organisations syndicales régionales, le Comité de développement stratégique (CDS) de Charleroi a décidé en septembre 2017 de soutenir un projet d'expérimentation du modèle français sur deux micro-territoires du Bassin Hainaut Sud : l'un en milieu urbain, l'autre en milieu rural.

L'Instance Bassin Enseignement qualifiant Formation Emploi (IBEFE) Hainaut Sud en est le lieu de référence et d'initiative en relation avec la Commission « Capital humain » du CDS.

## **5. Démarches entreprises sur le Bassin EFE Hainaut Sud pour la mise en place d'au moins 2 expériences sur ce territoire**

**Fin 2017 : présentation du dispositif** aux acteurs du territoire Hainaut Sud ; soutien officiel à un projet de transposition du projet français en Hainaut Sud par le Comité de développement stratégique de Charleroi (CDS) ;

**Février 2018 : Mise en place d'un Comité d'accompagnement** de la transposition du dispositif français sur le Bassin EFE Hainaut Sud (syndicats, Forem, Funoc, IBEFE Hainaut Sud, CPAS Charleroi, MIREC, Université ouverte de Charleroi, ville de Charleroi, représentants du CDS ...) ;

Depuis cette date, ce Comité se réunit régulièrement pour faire le point sur l'état d'avancement ;

**Mars – Juin 2018 : Mise en place de groupes de travail** en raison des questions suscitées par une telle transposition (« Objectivation des micro-territoires » ; « Cahier des charges » ; « Statut de l'entreprise à but d'emploi » ; « Statut du chômeur intégrant une entreprise à but d'emploi »)

Les résultats des groupes de travail ont été les suivants : sollicitation d'une étude juridique universitaire ; sélection de micro-territoires potentiels en zone rurale et en zone urbaine sur lesquels des expériences pourraient être développées (en cumulant des données statistiques) ; réalisation d'un cahier des charges (puis d'une version simplifiée – Appel à manifestation d'intérêt).

*L'objectif est de disposer de critères objectifs (données statistiques) témoignant de la pertinence du projet dans des zones particulièrement touchées par le chômage mais aussi de la démonstration d'un consensus par des acteurs locaux qui pourraient faire partie d'un comité local (élus communaux, organismes d'insertion, entreprises, chômeurs, habitants).*

**Septembre 2018 : mise en place d'un Comité scientifique** pour apporter un éclairage académique (juridique, économique, sociologique) sur l'expérimentation, mesurer ses effets multidimensionnels sur les territoires sur lesquels elle serait développée (impact sur le chômage de longue durée, phénomène économique, transformation de l'identité des personnes ...) ;

Le Comité scientifique s'est réuni à plusieurs reprises depuis cette date ;

**Mars - septembre 2019 : Lancement d'un appel à manifestation d'intérêt** (6 questions assez larges faisant état d'un consensus local) ; **organisation de séances d'information à la demande d'acteurs locaux et d'autorités communales intéressées** ; Présentation du projet lors d'événements (Conférence des Bourgmestres et Echevins à Charleroi ; Salon de l'Emploi à Rance ; Etats généraux de la commune de Charleroi, plateforme intersectorielle de l'Entre-Sambre-et-Meuse ...) ;

**Juillet 2019 : Fin de l'étude juridique et restitution au Comité d'accompagnement ;**

Septembre 2019 : **Séminaire avec des universitaires français** ayant étudié les expérimentations menées en France ; mise en évidence de points d'attention pour des expériences pertinentes ;

Octobre 2019 : Réalisation d'une **note technique** sur les modalités et incontournables pour la mise en œuvre d'expérimentations en Wallonie ;

## A venir :

- **Janvier 2020** : réunion des territoires ayant rempli le dossier d'Appel à manifestation d'intérêt ou souhaitant davantage d'informations sur le projet « Territoire zéro chômeur de longue durée » afin de leur réaffirmer l'enjeu d'un consensus multi-partenarial local et les points d'attention mis en évidence lors du séminaire de septembre 2019 ;
- **Janvier 2020** : contacts avec les autorités pour permettre de dégager des ressources humaines et méthodologiques afin d'accompagner les territoires qui souhaiteraient entrer dans la démarche. Un plan de développement de l'expérimentation est aussi en voie de finalisation.
- **Janvier 2020** : rencontre avec un élu impliqué dans le dispositif à Lille ;
- **Février 2020** : visite EBE Française
- Poursuite des discussions dans le cadre du Comité scientifique et du Comité d'accompagnement ;

## OBSERVATOIRE DES TRAJECTOIRES

L'obligation de résultats, impulsée par les logiques de financement, permettent trop peu aux professionnels du secteurs de prendre du recul sur les actions, et favorisent peu les articulations entre les institutions.

La nécessité d'un outil commun d'observation des trajectoires est apparue dès le départ des échanges au sein de la CEF et cette volonté s'est traduite dans le plan d'action validé par l'instance pour 2016.

Il s'agit de confronter trois types d'informations :

- Les besoins exprimés par les usagers
- L'offre de services proposés par les acteurs du territoire (ressources)
- Les potentialités du territoire pour élaborer des projets de développement durable.

Lors du colloque organisé le **23 mai 2017** par la CEF sur "la fonction d'intermédiaires du marché du travail", dans le cadre d'un atelier consacré à l'observation des effets de cette intermédiation sur les publics, **Monsieur Jean-Jacques Girardot<sup>3</sup>** est venu présenter une approche prometteuse de l'analyse des parcours réalisée à partir d'un panel d'étudiants de la région de Besançon. Si le public est différent des demandeurs d'emploi peu qualifiés, il a su démontrer que **la méthode et l'outil utilisé, développé par Acokima** avec la collaboration de la MDSHE (maison des sciences de l'homme de de l'environnement) de Besançon, **peuvent parfaitement s'appliquer à d'autres types de formations et d'accompagnements.**

**Afin de corroborer cette assertion, il avait été décidé, dans un premier temps de tester l'outil informatique et la méthodologie à partir du public-cible de la MIREC.**

La méthodologie a été testée a donc en **2018-2019** été testée avec des chefs de projets volontaires, réunis dans un groupe de travail à la Mirec. L'objectif est de collecter les données et les analyser de façon à rendre visibles les effets produits par l'accompagnement à l'emploi de la Mirec, sur les personnes en recherche d'emploi, en termes socio-économiques mais aussi psycho-sociaux.

---

<sup>3</sup> JJ Girardot, directeur d'Acokima, est ancien doyen de l'université de Franche Comté, et aussi directeur du NTI, un réseau international qui rassemble environ 80 équipes de recherche-action dans le monde. Il a été mêlé durant de nombreuses années aux programmes de lutte contre la pauvreté à Charleroi, notamment avec le CPAS. Il était membre du comité d'accompagnement qui a donné naissance à la Mirec (Mission Régionale pour l'insertion de Charleroi)

Dans un second temps, les objectifs sont de finaliser et mettre à disposition des autres acteurs du territoire bassin (Funoc, CPAS, FOREM,...) un outil informatique simple et performant pour :

- donner les éléments d'analyse pour ajuster les pratiques aux nouvelles situations de façon à les traiter plus efficacement ;
- permettre les articulations avec les différents les acteurs d'insertion du territoire pour mieux finaliser les parcours vers l'emploi dans le cadre d'une gestion territorialisée ;
- améliorer la qualité de vie des usagers en les associant largement aux démarches d'analyse.

#### **L'Instance Bassin Hainaut Sud (CEF) a été chargée d'assurer :**

- le suivi régulier des différentes étapes de la phase test à la Mirec ;
- l'organisation de la diffusion et de l'utilisation de l'outil ;
- élaboration d'un plan d'action à l'échelle du territoire pour l'organisation des parcours d'insertion.

Dans l'optique d'un **Observatoire de trajectoires socio-professionnelles Hainaut Sud**, un **Comité Territorial d'Accompagnement des Trajectoires** sera constitué au niveau de la Chambre Emploi-Formation de l'Instance de Bassin Hainaut Sud (dont l'objet est le partenariat des acteurs de ce secteur). Il instituerait le projet de dispositif territorial d'intelligence territoriale abordé en septembre 2018 que constitue à présent l'observatoire OTSP-HS.

#### **LE SYNOPTIQUE DES CENTRES D'INSERTION SOCIOPROFESSIONNELLE**

Dans le cadre de la journée de rencontre des CISP organisée le 28 mars 2017, un document de synthèse a été produit. Ce synoptique s'adresse aux professionnels accompagnant les demandeurs d'emploi. L'objectif de ce document est de donner un aperçu du réseau d'opérateurs CISP sur le Bassin, ainsi qu'un aperçu de leur offre de formation (agréments 2017) :

- Le recto du document reprend par commune l'offre de formation par catégorie : Arts/tourisme ; Bâtiment/industrie ; Formation de base – Formation générale – Formation langues ; Horeca ; etc.
- Le verso présente une cartographie des centres avec pour chacun d'entre eux l'adresse postale, le numéro de téléphone et l'adresse mail de contact.

Une ré-édition du document a été réalisée en décembre 2018.

#### **MANDATS DE REPRÉSENTATION DE L'INSTANCE DANS D'AUTRES ORGANISMES**

- Conseil d'administration de la Mirec ; réunion du CA une 1 fois par mois et participation aux comités d'accompagnement de formations en alternance développées par la Mirec, approbation du PLIC (Plan local intégré et concerté avec le Forem et l'Instance Bassin de Vie).
- Conseil d'administration de la Miresem ; réunion une fois par mois. Approbation du PLIC.
- Comité d'Accompagnement du Centre de Technologies Avancées en Domotique – immotique de Charleroi. Le Comité se réunit deux fois par an. Les points suivants y sont abordés : actions en matière de formation, actions publicitaires, plans d'investissement, réception du nouveau matériel, fréquentation du CTA, situation budgétaire, ...
- Comité d'Accompagnement du Centre de Technologies Avancées en Mécanique appliquée de Charleroi. Le Comité se réunit deux fois par an. Les tâches sont définies dans le ROI du Comité d'Accompagnement du CTA.
- Comité d'accompagnement du PCS de Charleroi (environ 2 réunions par an) ;

## 6.2 Projets de la Chambre Enseignement

### OCTROI DES INCITANTS FINANCIERS

#### **INCITANTS 2018-2019**

Les comités d'accompagnement sectoriels (agronomie, industrie-construction et hôtellerie-alimentation) se sont réunis conjointement fin novembre 2017. Ceux-ci permettent aux établissements scolaires de faire part à la Chambre Enseignement de leurs projets d'ouverture d'options et de leurs souhaits de soutien pour un maintien ou une fermeture.

Il y avait pour l'année scolaire 2018-2019, 105 NTPP à répartir : 7 projets de maintien ; 7 projets de création et 5 projets de fermeture (dont 4 suivis) ont été soutenus. 10 périodes ont été attribuées à des projets de valorisation de l'enseignement qualifiant.

#### **INCITANTS 2019-2020**

Les comités d'accompagnement sectoriels (agronomie, industrie-construction, hôtellerie-alimentation et services aux personnes) se sont tenus début décembre 2018.

Il y avait pour l'année scolaire 2019-2020, 97 NTPP à répartir : 9 projets de maintien, 15 projets de création et 2 projets de fermeture ont été soutenus. 10 périodes ont été attribuées à des projets de valorisation de l'enseignement qualifiant.

#### **INCITANTS 2020-2021**

Les comités d'accompagnement sectoriels (agronomie, industrie-construction, hôtellerie-alimentation et services aux personnes) se sont tenus fin novembre 2019.

Il y avait pour l'année scolaire 2020-2021, 89 NTPP à répartir : 7 projets de maintien, 15 projets de création (dont 4 suivis) et 4 projets de fermeture (dont 2 suivis) ont été soutenus. 9 périodes ont été attribuées à des projets de valorisation de l'enseignement qualifiant.

### EVALUATION DU PLAN DE REDÉPLOIEMENT

Le plan de redéploiement 2015-2019 arrivant à échéance, son évaluation a eu lieu courant 2018. Ce rapport présente toute une série de données quantitatives et qualitatives ainsi qu'une analyse de celles-ci. Il s'agissait d'évaluer le processus d'attribution des incitants et leurs impacts sur la programmation des options de l'enseignement qualifiant.

### DÉCOUVERTE DES MÉTIERS À L'ÉCOLE

Les élèves de 2<sup>e</sup> année du premier degré secondaire (écoles circulantes) participent à des ateliers de sensibilisation active organisés au sein d'écoles techniques et professionnelles, mieux équipées et plus proches des réalités du monde du travail (écoles accueillantes). Ce projet organisé en interréseaux a la particularité de permettre aux élèves de découvrir et d'appréhender le parcours scolaire et les métiers liés aux secteurs d'activités porteurs de la région : agronomie, industrie, construction et hôtellerie-alimentation.

Chiffres clés ;

- 2018-2019 : 10 écoles accueillantes, 13 écoles circulantes, près de 1900 élèves
- 2019-2020 : 11 écoles accueillantes, 11 écoles circulantes, plus de 1800 élèves

## AUTRES PROJETS EN COLLABORATION AVEC L'IBEFE :

### BAROMÈTRE DE LA DIVERSITÉ DANS L'ENSEIGNEMENT (UNIA)

Organisation d'une matinée d'informations et d'échanges, le 8 novembre 2019, avec pour thématique « *La diversité en partage : constats et expériences dans les milieux scolaires* ». Cet événement avait pour ambition de présenter les résultats du baromètre (UNIA) et de proposer des témoignages d'acteurs de terrain sous forme d'une table ronde en présence de directions d'écoles, d'un représentant associatif, de l'ONE et d'un chercheur de l'UMONS.

### ÉCOLES – ENTREPRISES : LES CAPSULES VIDÉO AVEC ABDEL EN VRAI

Projet visant à promouvoir les métiers industriels auprès des jeunes en réalisant une capsule vidéo sous la supervision et en collaboration avec *Abdel en Vrai*, Youtuber et humoriste bruxellois, dans une entreprise de la région de Charleroi, sur le thème : « *Les métiers de l'industrie : pas assez stylés ?! Prouve le contraire !* ». Les capsules vidéo produites seront présentées lors d'un événement de remise des prix qui se tiendra en mars ou avril 2020.

### SALON DES OUTILS DE PROMOTION DES MÉTIERS

Organisation d'un salon sous forme d'ateliers participatifs et/ou stands animés pour aller à la découverte des outils proposés par les Fonds sectoriels (Alimento, Co-Valent, IFPM, FVB-FFC Constructiv, etc.), les Centres de compétences et les Centres de technologies avancées en novembre 2020.

## 6.3 Autres projets en partenariat

### PARTICIPATION AU PORTAIL CFORMA+

Le portail Cformaplus est né grâce à l'intérêt que le PCS porte aux publics peu qualifiés et défavorisés. Il trouve son origine dans les réflexions du groupe de l'axe « insertion socioprofessionnelle » du PCS qui avait fait le constat du manque de maîtrise des informations sur les offres de formation et du manque de visibilité des filières et passerelles par les publics infrascolarisés et défavorisés.

Ce portail rassemble et organise simplement, les informations concernant les offres de formation et l'insertion, pour un public infra scolarisé (< CESS) et défavorisé tout en étant un véritable outil d'apprentissage numérique. Ce portail s'adresse aussi aux personnes qui assistent ce public : travailleurs sociaux, référents et opérateurs de services et de formations.

La spécificité du portail de l'insertion socioprofessionnelle CFormaplus est qu'il est conçu et développé sur la base d'une approche usager et réalisé pour répondre aux besoins d'un public infra scolarisé et défavorisé. Il est conçu comme un GPS des formations et métiers. Par le biais du portail, le demandeur pourra ainsi localiser au mieux sa situation dans le paysage de la formation et arriver à la destination qui correspond à sa demande. Il développe aussi des compétences numériques indispensables dans son parcours d'insertion et plus largement, dans sa vie quotidienne. Le portail est donc un outil d'empowerment pour les usagers, en leur offrant la possibilité de devenir des acteurs de leur propre parcours de formation et d'insertion. Ce portail est déjà reconnu et apprécié par les organisations partenaires, par les opérateurs de formation, par les formateurs de terrain et les usagers défavorisés.

La réalisation du projet a été confiée à la FUNOC qui s'est appuyée sur l'expertise de l'équipe de L'Essentiel dans le domaine de la simplification de l'information et de sa lisibilité. Depuis 2017, l'IBEFE Hainaut sud collabore au projet depuis en apportant son aide à la vision globale de l'offre de formation sur le territoire et au repérage des opérateurs.

## PARTICIPATION AU PROJET ESSAIMAGE

Partant d'un constat de décrochage économique et social dans l'arrondissement de Philippeville, constat partagé par les élus et les forces vives locales, le BEP a réalisé une étude de prospective territoriale.

Appelé Essaimage, le projet a débuté en janvier 2015 et s'est traduit par une mobilisation des acteurs locaux avec pour objectif d'identifier des actions concrètes pouvant être mises en œuvre à l'horizon 2025-2030 et dans le but de favoriser le redressement économique de la région. Un plan stratégique, recensant 58 projets rassemblés en huit grappes, a été adopté au printemps 2017.

L'Instance Bassin EFE Hainaut sud et celle de Namur assurent, conjointement la Coordination des projets de la grappe Emploi et Formation. L'Instance Bassin Hainaut entend, dans ce cadre, développer des synergies avec les travaux du pôle de synergies « Evolution démographique » et le projet COOP soutenu par la Commission Capital Humain du CDS de Charleroi.

## SEMINAIRES

28 mars 2017 en partenariat avec la plateforme CISP de Charleroi : « Les CISP à L'honneur »

Objectif : donner plus de visibilité aux actions des CISP mais aussi sensibiliser aux questions de fond et aux enjeux auxquels ils sont confrontés. Découverte de leur secteur (Comment faire pour intéresser l'enseignement ? Comment se positionne-t-on par rapport aux autres acteurs ? Passerelles et collaborations avec la PROM SOC et l'IFAPME)

23 mai 2017 en partenariat avec la MIREC : « Colloque « La fonction d'intermédiaire du marché de l'emploi »

2018

- 22 novembre : De la concurrence à la coopération (CISP)

2019

- 04 avril : Colloque « Détachement des travailleurs : des raisons d'agir ! »

## 7. Autre mission confiée par les Gouvernements

### 7.1 Prévention du radicalisme

Un agent a été affecté aux IBEFE de février 2017 à octobre 2018 pour travailler spécifiquement sur les questions de la promotion de l'emploi des personnes étrangères ou d'origine étrangère sur le territoire du Bassin, à savoir :

- Organiser un plan de sensibilisation des entreprises à la diversification de leurs ressources humaines, d'accompagnement et de conseil dans la gestion de cette diversité ;
- Identifier et animer un réseau d'acteurs ressources sur le territoire en matière d'insertions des publics issus de l'immigration ;
- Mettre en place avec les opérateurs de formation un processus permettant de prendre en compte les besoins spécifiques des publics issus de l'immigration dans l'offre et les méthodologies de formation, ainsi que dans la construction de filières et passerelles adaptées et pertinentes ;
- Susciter et promouvoir, par un travail de réseau, des projets innovants en matière d'insertion sur le marché de l'emploi des publics issus de l'immigration.

Plus concrètement, outre l'animation d'un réseau, l'action a consisté notamment en :

- Projet de mentorat MentorYou en partenariat avec « Pour la Solidarité » : mise en relation d'un chercheur d'emploi étranger ou d'origine étrangère [Mentee] avec une personne volontaire active professionnellement [Mentor] désireuse de jouer un rôle de guide afin de soutenir et d'accompagner le demandeur d'emploi dans son insertion socioprofessionnelle qui se traduit par 2 rencontres/mois pendant 6 mois. Les objectifs sont de favoriser l'avancée vers l'emploi (dessiner son projet professionnel, décoder le marché de l'emploi, s'ouvrir à un nouveau réseau, développer sa confiance en soi, bénéficier d'un regard critique, etc.) et de sensibiliser le monde du travail à la question de l'interculturalité et aux difficultés que rencontre ce public dans son insertion vers l'emploi
- Speed meeting professionnel PNOE du 09 novembre 2017 : Rencontre des partenaires de l'insertion socioprofessionnelle dont l'objectif est une meilleure connaissance du réseau pour permettre un travail plus efficace. Cet événement pouvait constituer les prémices de nombreuses collaborations. À l'issue de la matinée, un répertoire reprenant les coordonnées complètes des participants a été remis. Au-delà de ces échanges conviviaux, la matinée constitue une belle opportunité de construire des ponts entre les activités au bénéfice du public-cible.
- La réalisation de 6 motions design sur différents thèmes :
  - Tremplin vers l'insertion grâce au bénévolat
    - [https://www.youtube.com/watch?v=10\\_5mEt7MA4&t=38s](https://www.youtube.com/watch?v=10_5mEt7MA4&t=38s)
  - Procédure de recrutement
    - <https://www.youtube.com/watch?v=1eEM8slQS8E>
  - Validation des compétences :
    - <https://www.youtube.com/watch?v=s1pgQNTwHII&t=32s>
  - Equivalence des diplômes :
    - <https://www.youtube.com/watch?v=xosfT8ufIFE&t=46s>
  - Démarches interculturelles :
    - <https://www.youtube.com/watch?v=YjJe17Tgwsg>
  - Apprentissage du français en entreprise
    - <https://www.youtube.com/watch?v=ZHQcHBmKo1k>
- 21 mars 2019 : la langue française en fête en partenariat avec le CRIC : il s'agit d'un projet financé par le Ministère de la Fédération Wallonie-Bruxelles, Direction de la Langue française, le projet consiste en l'organisation d'une journée « Expression » lors de laquelle les apprenants de plusieurs organismes

de formation FLE – alpha présentent devant un public le fruit du travail réalisé dans les classes et ateliers de cours de FLE-alpha (théâtre, lectures, poésie, slam, etc.). Cet événement se tient lors de la semaine de la langue française.

- La journée s'est tenue en deux parties, matin, présentation des réalisations des apprenants, après-midi, interventions d'Altay Manço, chercheur à l'IRFAM, des témoignages d'apprenants sur l'impact de ces expériences alternatives sur leur apprentissage, ... des témoignages également de Cécile Crispin qui a accompagné les groupes pour les présentations et Wivine Drèze, professeur à l'UMONS sur l'intérêt de cet apprentissage différent pour l'insertion professionnelle.